



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



Fiche de remarques
Comité de suivi interfonds 2014-2020
(Consultation écrite du 6 au 19 décembre 2018)

Relecteur(s) Nom et Organisme: Jean-Pierre Bourdin, directeur de la Chambre régionale d'Agriculture

Remarque(s) détaillée(s) :

Ordre du jour	Remarques
<u>Point 1</u>	<p>Dans le cadre de la consultation écrite tenue du 6 au 19 décembre auprès du comité de suivi interfond 2014-2020, la Chambre Régionale d'Agriculture tient à porter son avis sur les révisions envisagées du PDR présentées au comité.</p> <p>Comme discuté lors de la rencontre du 1^{er} octobre de la Profession/ du G4 avec la Région, le financement à un niveau suffisant des mesures du plan de compétitivité et d'adaptation des entreprises est un enjeu majeur du développement agricole régional. Les mesures <i>d'aide aux bâtiments d'élevage, aux vergers, aux serres, aux aires collectives et à l'investissement hydraulique</i> sont à prioriser dans le remaquettage du Feader. Le réabondement de 2.3 millions d'euros sur les mesures 4.1.1, 4.3.4 et 4.1. est un signal qui va dans le bon sens, mais qui semble insuffisant. La ventilation de ce montant entre les trois mesures est aussi à préciser.</p> <p>Depuis le début de la programmation, les porteurs de projet des mesures 16 sont invités à solliciter le financement des volets de communication et de capitalisation de leur projet dans un second temps, dans le cadre de la mesure 1.2. Aussi il apparaît malvenu de liquider la mesure 1.2 pour abonder la 16.1 alors que de nombreux porteurs de projet ont été orientés vers elle et s'apprête à la mobiliser.</p> <p>Enfin il est important de rappeler qu'au vu du désengagement de la Région du dispositif de l'AITA, et sachant que les installations aidées par les instruments financiers récemment lancés se focalisent sur les installations hors JA, le Feader doit continuer de soutenir les installations des jeunes. A ce titre, il est essentiel de sécuriser l'accès au financement pour les investissements relevant des installations de jeunes agriculteurs engagés dans des plans d'entreprise, pour ne pas mettre en difficulté ces installations. De même, il faut être vigilant à ce qu'il n'y ait pas une nouvelle baisse du montant de la dotation aux jeunes agriculteurs après celle connue en 2017.</p>